



**FSU Oise**

## **Déclaration liminaire CSAD du 26-06-25**

Monsieur le Directeur académique,  
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D,

L'année scolaire s'achève dans un contexte international extrêmement tendu et un contexte national toujours plus austéritaire et sécuritaire. La même frange de la population en fait toujours les frais : précaires, fonctionnaires, salarié·es, racisé·es... sans oublier le climat, absent des discours politiques depuis des mois. Les milliards d'économie prévus pour combler le déficit créé notamment par une politique fiscale en faveur des riches ne nous laissent entrevoir aucune amélioration.

En collège, après que la FSU a contrecarré les projets de labellisation des manuels, de DNB couperet, de généralisation des groupes en 4e et 3e, c'est à présent l'Inspection générale qui, dans son rapport sur les groupes de niveau en 6e et 5e de la réforme « Choc des savoirs », valide les analyses de la FSU et recoupe très largement tous les avertissements que nous avions lancés. La FSU a toujours dénoncé une réforme idéologique renforçant une École du tri scolaire et donc social. Ce rapport demande leur abandon : le désaveu est total !

A l'occasion de ce CSA Départemental, la FSU réaffirme sa défense de l'Ecole publique, que les personnels portent à bout de bras et qui continue à être la cible de la politique gouvernementale ultralibérale, celle-là même qui exacerbe les inégalités scolaires. L'Ecole publique souffre du manque de moyens tant humains que financiers alors que les établissements privés continuent d'organiser le séparatisme social et sont affranchis des règles condamnant les violences et les humiliations. La FSU exige que le financement public aille à la seule école publique, seule école à même d'assurer la mission éducative émancipatrice, égalitaire et dans le respect de tous·tes les élèves, pour en finir avec le dualisme scolaire en posant clairement la perspective de la nationalisation des établissements privés sous contrat. Nous savons que déjà dans certains secteurs une fuite d'effectifs s'opère vers le privé quand l'école publique ne peut plus assurer ses missions parce que nos collègues ont de plus en plus de difficultés à exercer leur métier dans de bonnes conditions, et pour certain·es ressentent une réelle souffrance au travail. Les causes les plus citées sont le manque de remplaçant·es et l'inclusion sans moyens.

Il nous appartient à toutes et tous de redonner une image d'une école où les personnels peuvent travailler sereinement, avec des collègues et en nombre suffisant et remplacé·es quand c'est nécessaire.

Les années d'exercice compliquées ne sont donc désormais plus exceptionnelles, elles deviennent la norme et ce ne sont pas les centaines de fiches RSST reçues depuis la dématérialisation qui nous font mentir. Dans ce contexte dégradé, il n'est pas acceptable pour la FSU 60 qu'une fois encore le jeu des équilibres, il faut

comprendre par là choix économiques plutôt que choix politiquement égalitaires, dégradent encore davantage les conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves.

L'École en France a des effectifs plus chargés que la moyenne européenne, c'est un fait clairement établi depuis des années. La baisse démographique devrait être une opportunité pour réduire le nombre d'élèves par classe, multiplier les dispositifs de dédoublement ou de co-enseignement, leur permettre ainsi d'effectuer leur scolarité dans de meilleures conditions, et assurer par là-même l'amélioration des conditions de travail des personnels, le Ministère, le Rectorat, la DSDEN préfèrent mettre à mal l'avenir de la jeunesse, notamment des élèves les plus fragiles. La FSU-SNUipp revendique une baisse des effectifs dans toutes les classes, ne dépassant pas 22 par classe, 18 en éducation prioritaire, en classes multi-niveaux et en rural, 15 en TPS et PS. Des moyens urgents sont nécessaires pour l'école Publique, pour des ouvertures là où les classes débordent, pour abonder les brigades de remplacement et les effectifs des TZR, pour donner à l'école inclusive les moyens d'exister réellement et dans de bonnes conditions. Ni la FSU 60, ni les parents d'élèves, ni les personnels du service public d'éducation, ne se résigneront à se préparer à une rentrée avec des classes déjà trop chargées. Certain·es sont d'ailleurs en ce moment même de l'autre côté des grilles de la DSDEN pour vous faire entendre leur revendication légitime.

Que dire du projet de cité scolaire "innovante" à Chaumont-en-Vexin, annoncé (tel un renforcement du protocole sanitaire) dans la presse sans aucune concertation en amont avec les personnels et les usagers ? Que rien n'a été anticipé pour l'avenir des équipes, des élèves comme des locaux (salles de classe, gymnases, CDI, vie scolaire, nombre de spécialités, d'options, etc...) : rien n'a été pensé ! L' « ambition politique et économique », claironnée par la Région se réduit aux économies espérées. La construction de ce lycée, attendue depuis 15 ans, risque de ne se résumer qu'à un projet à moindre coût, où les élèves pâtiront en réalité de la concurrence entre trois régions : les Hauts-de-France à Chaumont-en-Vexin, Ile-de-France qui construit un lycée à Magny-en-Vexin et Normandie qui en ouvre un autre à Gisors !

Les moyens insuffisants sont aussi ceux alloués à la culture. A la suspension du Pass Culture s'ajoutent désormais la fin du financement des 23 ateliers artistiques des collèges et Lycées de l'Académie d'Amiens et l'arrêt par la Drac du financement des enseignements artistiques optionnels dans les lycées. Face à des décisions qui fragilisent la qualité et la diversité des enseignements proposés aux élèves, le Rectorat entend-il compenser par des crédits supplémentaires alloués aux établissements cette baisse significative du financement des activités artistiques et culturelles dans le second degré ?